

**Colloque les identités meurtrières dans l'Europe du XIXe siècle,
École Normale Supérieure, rue d'Ulm, Paris.
Le 21 novembre 2019**

**Les tensions religieuses et identitaires en France et en Europe à l'aune de la science
historique**

En 1992, le chercheur en Science Politique, Francis Fukuyama, publie le livre *The End of History and the Last Man*. Cet ouvrage apparaît comme révolutionnaire en insistant sur la fin d'une époque, d'une ère politique et humaine. Fukuyama explique la chute du Rideau de fer par le triomphe des démocraties libérales, de leurs principes économiques, sociaux et sociétaux. Sa démonstration s'articule autour de trois axes¹ :

- *Le Trend Global* attirant l'ensemble des régimes politiques vers le modèle libéral.
- L'appétence des peuples pour ce modèle et pour la société de consommation.
- L'économie libérale et le système démocratique sont une sorte de *terminus post quem* de l'évolution des sociétés humaines.

Cette analyse de Fukuyama est fortement critiquée² et ne tient pas compte des notions d'identités qu'elles soient nationales, ethniques, religieuses, ou culturelles. Elle se base sur une simple interprétation politique et économique du modèle occidental.

Aujourd'hui force est de constater que la « victoire » des démocraties libérales, des principes de l'économie de marché et de la globalisation des peuples et des cultures est fortement remise en cause. Depuis le milieu des années 90 le monde est marqué par un retour de l'influence des identités culturelles, culturelles et des nationalismes. À l'échelle de l'Europe on peut citer l'exemple des guerres d'ex-Yougoslavie, où les indépendantismes, les nationalismes et les questions religieuses ont été au cœur du conflit le plus meurtrier depuis 1945.

¹ David Schreiber, « D'une fin de l'histoire à l'autre : Francis Fukuyama, François Furet, (re)lectures croisées », *Écrire l'histoire* [En ligne], 15 | 2015, mis en ligne le 08 octobre 2018, consulté le 08 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/elh/572> ; DOI : 10.4000/elh.572.

² Jeanneney Jean-Noël, « La « fin de l'histoire » faribole ou forfanterie ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2001/1 (n° 69), p. 95-104. DOI : 10.3917/ving.069.0095. URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2001-1-page-95.htm>.

À ces nationalismes s'ajoute un retour aux identités religieuses. L'Europe en général et la France en particulier, est depuis des années touchée de façon régulière par les attentats islamistes. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'extrémisme religieux touche l'ensemble des grandes religions. Et surtout il convient de ne pas analyser ces actions par le prisme théologique, mais par celui du fait religieux et des desseins politiques qui en découlent.

Les sociétés contemporaines sont profondément marquées par ces aspirations mortifères. La peur de l'autre, les relents xénophobes, la méconnaissance culturelle et culturelle, la démagogie d'une partie de la classe politique provoquent d'importantes tensions. En France, la République doit être un rempart permettant de renouer ces dialogues perdus.

Pourquoi les sociétés contemporaines sont-elles marquées par des tensions religieuses et identitaires ? En quoi les Sciences Humaines en général, et l'Histoire en particulier, doivent accompagner la République pour redonner à ces valeurs fondamentales toute leur place ?

Dans un premier temps, je reviendrai sur les questions de fait religieux et de religion, d'identité et de radicalité par le prisme historique, puis je m'interrogerai sur l'identité devenue identitaire au XXI^e siècle, enfin je propose de réfléchir à des pistes de solutions pour que la République renoue les dialogues perdus.

I- Approche historique des questions de religion, de fait religieux, d'identité et de radicalité.

α- Définir les notions de religion et fait religieux.

Comprendre une religion n'est pas quelque chose d'aisé. Ce concept s'appuie sur des approches différentes, faisant appels à des notions multiples d'ethnographie, de sociologie, culturelles...

Friedrich Nietzsche³ la définit ainsi : « La religion peut-être même utilisée comme un moyen de trouver le calme, loin du bruit et des vicissitudes qu'entraînent le gouvernement plus grossier, de se laver les mains de la mal propreté inhérente à tout action politique ». Le

³ Nietzsche Friedrich., *Par-delà du bien et du mal*, p. 116.

philosophe, avec une approche nihiliste, estime que la religion est une forme de havre de paix spirituel, permettant à toutes et à tous, de pouvoir dépasser les difficultés du monde.

Salomon Reinach dans *Cultes mythes, religions*⁴ fait de « l'Homme un animal religieux ». S. Reinach adapte le principe d'Aristote d'un « Homme animal doué de raison »⁵ et affirme *ispo facto* que la religion est intimement liée à l'humanité. Il s'agit d'un stabilisateur des sociétés limitant les activités humaines et modérant la brutalité naturelle.

On retrouve ces principes dans les religions civiques⁶ antiques ou dans trois principaux monothéismes.

Le fait religieux lui regroupe beaucoup d'éléments. Il s'appuie sur l'analyse structurelle de l'anthropologie religieuse, chère à Claude Lévi-Strauss, la contextualisation historique, les émanations politiques des principes éthiques et moraux ou à la transposition d'un modèle sociologique. Le fait religieux ne relève pas seulement d'une simple croyance. Il s'agit surtout d'une émanation politique s'inscrivant dans le cadre d'une religion et d'une justification des actes qui en découlent par des références spirituelles.

β- La radicalité élément constitutif de certaines identités ?

L'Histoire fournit beaucoup d'exemples de radicalités. Dès l'Antiquité des groupes violents, dans leur discours et les actions apparaissent. J'ai eu l'occasion de travailler sur les Zélotes, un groupe de Juifs radicaux opposés à l'autorité royale Hérodiennne et à l'hégémonie Romaine au

⁴ Reinach Salomon., *Cultes, mythes, religions*, au tome I, pp. 46-47.

⁶ On citera par exemple le cas de Platon qui, dans le *Timée* 26. e, rapporte que Socrate définit le mythe, à propos de l'Atlantide, comme « μη πλασθέντα μῦθον ἀλλ' ἀληθινὸν λόγον » (une histoire réelle et non comme un objet mirifique) Pour Socrate le mythe, qui dans la religion civique athénienne, a une fonction religieuse, renvoie à une forme de réalité sociale et sociétale. Ainsi la religion, au-delà des rites, résulte d'une pratique normative. Voir Vidal-Naquet Pierre, *Le chasseur noir*, pp. 335-360.

I^{er} siècle de l'ère commune. Ce groupe s'est construit en marge du mouvement Pharisien⁷, en gardant une conception théologique commune (notamment sur la question de la *Halakha*) tout en y ajoutant une vision patriotique et idéalisée de l'identité juive. Leurs actions se sont construites contre l'occupation des Romains (perçue sous une forme d'impérialisme et d'une soumission à une puissance tierce), mais aussi contre tout une élite religieuse et politique⁸. L'historien américain Martin Goodman a justement rappelé dans le chapitre fondamental « Problems facing the Ruling Class : Religious Ideology »⁹ ce lien important entre religiosité et la recherche d'une identité.

Aujourd'hui encore on relève d'importantes convergences entre certaines radicalités et inspiration identitaires. Il suffit de replonger dans l'histoire récente de l'Irlande (République ou Ulster) pour constater que la radicalité identitaire s'est construite autour d'une identité religieuse (Protestante ou Catholique) couplée à un rejet ou une adhésion au modèle du Royaume Uni. Certains mouvements radicaux, sombrent dans la guérilla ou le terrorisme, à l'image des Tigres Tamouls au Sri Lanka, en construisant leur schéma politique sur un désir indépendantiste faisant référence à une appartenance ethnique.

La radicalité n'est donc pas le seul fruit d'une identité religieuse, elle peut se construire autour d'aspirations politiques, indépendantistes ou nationalistes. Elle est souvent le reflet d'une idéologie.

γ- Quand l'identité devient un outil de propagande.

Qu'est-ce qu'une identité ? Dans les sociétés humaines l'identité individuelle est toujours associée à celle d'un groupe, de la structure familiale, à un État ou une nation. Elle définit la personne dans son ensemble. Marcel Détiennne évoque deux éléments de l'identité. L'aspect

⁷ Flavius Josèphe *A.J.*, XVIII, 23-25 : « La quatrième secte philosophique eut pour fondateur ce Judas le Galiléen. Ses sectateurs s'accordent en général avec la doctrine des Pharisiens, mais ils ont un invincible amour pour la liberté, car ils jugent que Dieu est le seul chef et maître. [...] ».

⁸ On peut citer l'aristocratie sacerdotale qui est souvent perçue comme trop proche du pouvoir politique, laissant le royaume de Judée être l'objet de convoitise de puissances tierces et confisquant une partie du culte.

⁹ Goodman Martin, *The Ruling Class of Judea*, pp. 76-108.

juridique avec la notion légale, puis l'aspect « sémantique » avec la conscience propre de sa personne¹⁰.

L'identité est une notion complexe. En France, depuis la Révolution française, il y a la volonté d'inclure toutes les identités dans l'espace commun qu'est la nation. Force est de constater que les principes humanistes et universalistes n'empêchent pas les constitutions d'identités fortes en dehors des espaces légaux classiques.

Dans nos sociétés contemporaines la notion de collectif s'efface peu à peu devant l'individualisme. La déconstruction des schémas collectifs entraîne l'émergence de nouvelles aspirations politiques ou politico-religieuses, amenant de fortes tensions en France et en Europe. On ne considère plus l'individu par son identité propre de citoyen, mais au contraire par le prisme d'un particularisme identitaire pouvant lui faire intégrer un groupe politique ou religieux dans le but d'asseoir un modèle différent des principes de nos démocraties libérales. C'est une rupture majeure.

II- Quand l'identité devient identitaire

α- Une résurgence des aspirations identitaires en France et en Europe.

Les sociétés contemporaines sont interconnectées, fonctionnant les unes avec les autres du fait de la mondialisation des biens et des personnes. Cette mutation supranationale s'inscrit dans une logique économique libérale et dans une aspiration de globalisation des sphères culturelles. L'un des meilleurs exemples concerne les pratiques culinaires. En effet, dans la plupart des sociétés, l'offre de restauration s'est mondialisée et il est facile de consommer des mets venus de tous les horizons.

Or, cette mondialisation qui dans l'absolu est un dépassement des identités traditionnelles, est aujourd'hui un catalyseur identitaire. En effet, le rejet d'un modèle de civilisation unique, basé sur des principes économiques et sociétaux provoque de véritables tensions dans toutes les familles politiques. À cela s'ajoute une peur sociale, un sentiment d'abandon et remise en cause

¹⁰ Detienne Marcel, *L'identité nationale, une énigme* pp. 13-15.

des principes traditionnels par cette globalisation. Les extrémistes s'appuient sur ces peurs pour construire leur idéologie identitaire.

Depuis la chute du Mur de Berlin, les populistes d'Extrême Droite ou de Droite extrême (voir même certains mouvements issus des Gauches) ont étendu leur puissance électorale. En Italie avec des alliances de la Droite avec les nationalistes voir des néo-fascistes, en France avec le FN (devenu RN) qui entre 2002 et 2017 accède deux fois au second tour de l'élection présidentielle, ou en Europe centrale qui installe des pouvoirs autoritaires, nationalistes aux relents antisémites en Hongrie ou Pologne. Dans tous les cas ces mouvements s'appuient sur un idéal identitaire, xénophobe, nostalgique d'un monde passé (et souvent accroché à des valeurs religieuses). Il y a donc une convergence conservatrice, nationaliste, réactionnaire et profondément xénophobe (avec bien souvent un antisémitisme sous-jacent associé à la notion de cosmopolitisme).

β- L'Islam radical comme épouvantail identitaire

La question de l'islamisme radical occupe une place de plus en plus importante dans la plupart des sociétés. Depuis le 11 septembre 2001 et l'attentat contre le *World Trade Center*, les vagues d'attentats islamistes se sont succédées, à Madrid, Londres, Bruxelles, Paris, Nice...

Ce climat de tensions provoque d'importants troubles et participe à la radicalisation de certaines positions politiques. La peur des uns, entraîne la peur des autres, chacun radicalise sa position.

Le problème est qu'aujourd'hui on confond les notions d'identités et identitaires. L'amalgame¹¹ est facile et permet la construction d'idéologie simpliste reprenant le principe du bouc émissaire. La crainte de l'Islam radical, qui *in fine* relève du fait religieux, permet de construire une idéologie, qui sous couvert de lutte contre les formes les plus extrêmes et radicales de

¹¹ Baillet Dominique, « Islam, islamisme et terrorisme », *Sud/Nord*, 2002/1 (n° 16), p. 53-72. DOI : 10.3917/sn.016.0053. URL : <https://www.cairn.info/revue-sud-nord-2002-1-page-53.htm>.

Soad Matar et Andrée Chauvin-Vileno, « *Islamalgame*, discours représenté et responsabilité énonciative », *Semen* [En ligne], 22 | 2006, mis en ligne le 01 mai 2007. URL : <http://journals.openedition.org/semen/2804>

Laurent Joffrin, « Dénislamisme » ?, *Libération*, le 7 octobre 2019 https://www.liberation.fr/politiques/2019/10/07/denislamisme_1756005

l'Isma, permet d'afficher une réelle xénophobie. Cela entraîne une confusion dangereuse et jette l'opprobre sur l'ensemble des musulmans.

Dans la plupart des sociétés européennes la peur de l'étranger est souvent associée à la peur du terrorisme islamiste. Ce terreau mortifère entretient les tensions politiques et sociales, amenant les plus extrémistes à se radicaliser.

γ- « *The Clash of Civilizations* » le fantasme des Extrêmes Droites et des populistes à travers le cas Zemmour.

En 1996 Samuel P. Huntington publie l'ouvrage *The Clash of Civilizations*, faisant suite à un article¹² de 1993. Cet ouvrage devient un véritable bréviaire pour les conservateurs et les Faucons américains. Il part du principe que les futurs conflits ne se feront plus seulement sur des questions politiques, diplomatiques, hégémoniques ou économiques, mais aussi et surtout sur des principes civilisationnels. Cette doctrine est, en partie, au cœur de la gouvernance du Président Georges W Bush lorsqu'il engage les forces américaines dans les guerres d'Afghanistan ou d'Irak. Indéniablement le Président actuel des États-Unis, Donald Trump, modèle de beaucoup de populistes et réactionnaires, assoit une partie de son socle idéologique sur cette théorie.

En France, depuis plusieurs années sévit le polémiste Éric Zemmour. Ce journaliste d'Extrême Droite, voue une haine profonde aux étrangers, fait de l'Islam et des Musulmans des ennemis de l'intérieur, réinterprète l'Histoire en niant, par exemple, la responsabilité du Maréchal Pétain dans la déportation des Juifs de France, et vilipendent les historiens¹³ et chercheurs qui, à ses yeux, « confisquent l'Histoire ».

Parmi les théories développées par Zemmour il y a celle du « grand remplacement » et de la fin du modèle de civilisation européen. Pour justifier ses positions le polémiste, comme Drumont

¹² Huntington, Samuel P. "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs*, vol. 72, no. 3, 1993, pp. 22–49. *JSTOR*, www.jstor.org/stable/20045621.

¹³ Blanc W., Chéry A., Naudin C., *Les Historiens de garde : de Lorant Deutsch à Patrick Buisson la résurgence du roman national*, pp. 189-220.

dans la *France Juive* ou lors des pogroms contre la communauté juive de Rzeszow¹⁴ en Pologne en 1945, il flatte les plus bas instincts de ses concitoyens, en jouant sur leurs peurs et en invoquant des chimères culturelles, notamment celle d'une France éternelle, Chrétienne et blanche.

Pour Éric Zemmour l'identité est donc identitaire. Elle s'inscrit dans une notion restrictive de la nation très éloignée des principes universalistes héritée des Lumières et la Révolution française. Sa vision de l'histoire est celle d'un roman national stéréotypé niant la pluralité de l'Histoire de France et jetant l'opprobre sur toutes celles et tous ceux qui ne s'inscrivent pas dans le fantasme d'une « France éternelle ».

Toutes ces théories font le lit des mouvements extrémistes et poussent les éléments les plus radicalisés à l'action violente, qu'il s'agisse de l'islamisme radical, du suprémacisme blanc, en passant par les courants néo-nazis ou néo-fascistes. Elles gangrènent les sociétés européennes et contribuent à la mise à mal des principes universalistes de nos démocraties libérales.

III- Quels outils la République peut-elle proposer pour renouer les dialogues perdus ?

α- Redonner aux valeurs républicaines toutes leur place.

Face à ces questions identitaires et à leurs conséquences mortifères, la République doit remettre ses valeurs fondamentales au cœur de ses combats quotidiens pour renouer les dialogues perdus. La République s'est construite sur des valeurs fortes, héritées des principes humanistes et révolutionnaires. Ces valeurs sont un phare pour l'humanité et il est fondamental de leur redonner toute leur place. Je propose de revenir sur trois de ces valeurs.

La première est celle de l'unicité, dans sa diversité, du peuple français. C'est un héritage historique fort. La nation française s'est construite non pas sur une pseudo « race », mais par

¹⁴ Tokarska-Bakir Joanna, « Des racines mythiques de l'antisémitisme : le meurtre rituel juif », *Ethnologie française*, 2010/2 (Vol. 40), p. 305-313. DOI : 10.3917/ethn.102.0305. URL : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2010-2-page-305.htm>

l'agrégation de personnes issus d'horizons divers. L'identité citoyenne est plus importante qu'un repli identitaire fantasmé.

La deuxième est celle de la laïcité. Les législateurs français, quand ils ont fait voter la loi de Séparation des Églises et de l'État en 1905, l'ont imaginé articulée autour des principes de tolérances, d'inclusion et de construction d'un espace commun. La laïcité républicaine ne peut, ni ne doit être instrumentalisée à des fins identitaires. Elle doit au contraire être présentée et expliquée non pas comme une loi contre les religions ou plutôt contre une religion, mais au contraire comme une loi du « vivre ensemble ».

La troisième est celle de la citoyenneté. Chaque enfant de la République doit pouvoir participer à la vie en commun et ne doit plus se sentir comme un « citoyen de seconde zone ». C'est la participation aux débats démocratiques qui permet à la République de prendre toute sa place, dans tous les territoires, auprès de tous les citoyens et ainsi de contrer les dérives identitaires en opposant les idéologies mortifères à la force du bien commun républicain.

β- Faire de la connaissance de l'autre un outil de lutte contre les replis identitaires et religieux.

Les replis identitaires reposent sur la méconnaissance de l'autre provoquant des réactions xénophobes, stigmatisant des populations en situation de faiblesse sociale.

Certains aujourd'hui remettent en cause les programmes scolaires, les accusant même de faire l'apologie de l'Islam notamment au collège. Or depuis quand la connaissance des trois monothéismes relève-t-il de la propagande ? Ces mêmes personnes souhaitent, qu'au contraire, on assiste sur les « valeurs originelles de la nation France ». Ces réflexions nous les retrouvons chez des personnages médiatiques néo-réactionnaires, tels que Lorant Deutsch, Éric Zemmour ou par certains aspects chez Franck Ferrand¹⁵. Il en est de même chez certains leaders d'Extrême Droite et Droite très conservatrices, qui n'envisagent l'Histoire et la République que par le prisme d'un « Roman national ».

Face à cela les meilleurs outils restent l'éducation et la culture, qu'elles soient institutionnelles ou populaires.

¹⁵ *Op. Cit., Les historiens de garde.*

γ- La pluridisciplinarité des Sciences Humaines et Sociales au service de la République

La situation est complexe et demande de prendre une certaine hauteur. Il faut, face à ces problématiques importantes qui sclérosent nos sociétés européennes redonner toutes leurs places aux travaux des Sciences Humaines et Sociales. Face à l'obscurantisme, face à la réécriture de l'Histoire à des fins de propagandes et face aux replis identitaires il est primordial de répondre par une démarche scientifique, argumentée permettant de se projeter sur un ensemble commun.

La République doit s'appuyer sur ses chercheurs et ses universitaires, elle doit-être une facilitatrice de la diffusion des savoirs, des réflexions et des travaux scientifiques. Il faut combattre ces *fake news* qui polluent quotidiennement les réseaux sociaux, internet voir même dans certains médias *mainstream*. Mais ce combat ne peut plus être celui d'individus, il faut que l'institution républicaine associe le monde de la recherche aux citoyens pour que des synergies efficaces voient le jour et que la lutte contre les dérives identitaires, extrémistes et religieuses soient efficacement circonscrites.

Conclusion

Les questions d'identités et identitaires sont de plus en plus prégnantes en France et en Europe. Face à la montée des extrémismes religieux et politiques, face aux hydres populistes, les Sciences Humaines et Sociales en général, et l'Histoire en particulier, doivent prendre toute leur place. Il est essentiel que les historiens participent aux débats, s'inscrivent dans la vie de la cité, et au nom de la République, n'hésitent pas à combattre les inepties trop souvent entendues. Lorsque François Hartog, Pauline Schmidt-Pantel et Alain Schnapp ont dirigé l'ouvrage *Pierre Vidal-Naquet un historien dans la cité* ils ont mis en avant le principe selon lequel l'historien, en son âme et conscience et sans jamais prétendre avoir la vérité absolue, peut-être, et je dirais aujourd'hui doit-être un acteur civique, un acteur républicain en apportant une réflexion aux débats contemporains. Finalement aujourd'hui nous devons, modestement, suivre le ligne dessinées par Marc Bloch dans son *apologie pour l'Histoire ou métier d'historien*.

PhD, Nicolas Masuez

Docteur en Histoire des religions et
anthropologie religieuse.

Chercheur associé à l'IRER,
Sorbonne Université.

Membre de la Société des Études Juives.